

[Texte]

bought lots of arms from China. They bought from Singapore. In earlier times they bought assault rifles from the Fritz Werner Company in Germany. From Sweden they bought Carl Gustav rockets, and so on. It is international. It is no longer internal. That is why we are calling for an arms embargo. The drug problems we are facing are not only Burma's problem. These drugs went to the United States, to Europe, and so on. From the drug money they financed the military activity. It is no longer an internal problem. The refugee problem is spilling over the border into neighbouring countries; it is becoming a regional problem. That is why we think international pressure is very important to us.

Mr. Harvey: To our knowledge, is the SLORC a sort of monolith, or are there elements within it closer to toppling than other elements? In other words, are there splits within the SLORC that you can exploit?

Dr. Win: They have been a group since 1962. These are the same people. They have changed the name. First they called it the Revolutionary Council, and then in 1974 they changed it to the Burmese Socialist Party Program, but the people are the same. Then after 1988 they called it the State Law and Order Restoration Council, but the people are the same. They are a very closely related group of people at the top. They use army and military intelligence for the survival of power, but it is possible there is a split inside them.

Mr. Harvey: I would assume that would be very much to be hoped. Getting rid of the entire shebang could be quite a task, I would assume. If you have a united dictatorship at the top, either it decides in toto to go by itself or you virtually have to fight it out.

To return to what Canada can do then, I assume immediate humanitarian aid to the refugees around Burma's borders is of high priority. Are you aware of any sort of global budget for such aid for this year? In other words, how many dollars are we talking about for aid to Burmese refugees?

Dr. Win: It is difficult, because they do not give aid in a co-ordinated manner. Sometimes we will give aid and some other country will also give aid. For example, Switzerland has given 550,000 Swiss francs to the refugees on the border area.

Mr. Harvey: Administered through the High Commission for Refugees?

Mr. Yawngnwe: No, Swiss NGOs, Swiss aid.

• 1750

The Chairman: By way of supplementary, has there been a request to Jan Eliasson about designating a specifically humanitarian emergency in this context, with, therefore, the exercise of some direct UN activity?

[Traduction]

avions, pièces d'artillerie, fusils d'assaut—proviennent d'autres pays. Le SLORC a acheté beaucoup d'armes de la Chine. Il en a aussi acheté de Singapour. Au début, il a acheté des fusils d'assaut de la société Fritz Werner d'Allemagne. Il a acheté des roquettes de la société suédoise Carl Gustav, etc. Les armes proviennent d'un peu partout. C'est pour cette raison que nous demandons l'imposition d'un embargo sur les armes. Les difficultés que nous éprouvons avec le trafic des stupéfiants ne se limitent pas à la Birmanie. Ces stupéfiants ont été vendus aux États-Unis, en Europe et un peu partout à travers le monde. Le SLORC s'est servi de cet argent pour financer ses activités militaires. Le problème n'est donc plus uniquement interne à la Birmanie. Le problème des réfugiés s'étend de plus en plus dans les pays voisins; il prend des proportions régionales. C'est pourquoi nous pensons que les pressions internationales sont très importantes.

M. Harvey: Le SLORC est-il vraiment uni, ou y a-t-il des éléments de dissension, au sein du SLORC, qui pourraient être prêts de capituler? Autrement dit, y a-t-il des fissures à l'intérieur du SLORC, que vous pouvez exploiter?

M. Win: Ce groupe existe depuis 1962. Les gens qui l'ont fondé sont encore là. Il n'y a que le nom qui a changé. Au début, il s'appelait le Conseil révolutionnaire, puis, en 1974, il est devenu du Programme du Parti socialiste birman, mais ses dirigeants sont les mêmes. Après 1988, ils ont adopté le nom «Conseil d'État pour le rétablissement de la loi et de l'ordre», ou SLORC, mais ce sont toujours les mêmes gens qui sont là. Ils forment un groupe très uni. Ils utilisent l'armée et les renseignements militaires pour assurer leur pouvoir, mais il se peut que le bloc ne soit plus aussi homogène qu'auparavant.

M. Harvey: C'est bien à espérer. Je suppose que ce serait toute une affaire que de se débarrasser de tout le groupe en même temps. Quand on a affaire à une dictature unie, il faut souhaiter qu'elle cède tout d'un bloc, ou autrement, il faut la combattre.

Pour en revenir à ce que le Canada peut faire, je suppose que la première priorité serait l'aide humanitaire immédiate aux réfugiés aux frontières de la Birmanie. Avez-vous une idée de l'aide globale qui sera accordée cette année? Autrement dit, combien d'argent y aura-t-il pour aider les réfugiés birmans.

M. Win: C'est difficile à évaluer, car l'aide n'est pas vraiment coordonnée. Il arrive parfois que nous accordions de l'aide, et qu'un autre pays le fasse en même temps. Par exemple, la Suisse a donné 550,000 francs suisses pour venir en aide aux réfugiés dans les régions frontalières.

M. Harvey: Par le biais du Haut Commissariat pour les réfugiés?

M. Yawngnwe: Non, par le biais d'ONG suisses. Il s'agit d'une aide accordée par la Suisse.

Le président: A-t-on demandé à Jan Eliasson de désigner le cas des réfugiés birmans comme un cas d'urgence devant bénéficier d'une aide humanitaire, ce qui permettrait que l'ONU intervienne directement?